

JEUNE

afrique

L'HEBDOMADAIRE DU MONDE NOUVEAU

**G.P.R.A.
et A.L.N.**

No 93 - 16-22 Juillet 1962



Regard neuf sur l'Algérie

par B. Ben Yahmed

(pages 6-7-8)

Fièvre à Oran

par J. Ben Brahem

(pages 10-11)

Libres et Heureux.
Celui (ou celle) qui a
trouvé cette formule
et l'a écrite sur la
lunette arrière
de sa voiture
a traduit simplement
ce que ressentait tout
un peuple.
L'authenticité
ne s'invente pas.

**LIBRES
ET
HEUREUX**

Regard neuf sur l'Algérie

par Béchir Ben Yahmed

J'ai mis le pied sur le sol algérien, pour la première fois de ma vie, le mardi 3 juillet.

Lorsque mon avion s'est arrêté sur la piste de l'aérodrome de Constantine, il était midi moins dix : l'heure où, dans toutes les villes d'Algérie, on se préparait à hisser sur le fronton des édifices publics, pour la première fois depuis cent trente-deux ans, le drapeau vert et blanc.

De jeunes Algériens que je n'avais jamais vus et qui ne me connaissaient pas, sachant simplement que l'avion venait de Tunis, m'envierent littéralement l'appareil dont j'étais l'unique passager. Un reporter de Radio Alger interviewa, au pied de la passerelle, sous l'œil impatient de ses camarades, « le frère venu de Tunis », puis je fus emmené devant l'aérodrome : tous les employés musulmans — une quinzaine — étaient là. Trois ou quatre creusaient un trou, d'autres apportaient un seau d'eau et du ciment, un autre des cailloux.

Le matin était là depuis le matin, il fut planté. Une section de la force locale fut amenée, qui presenta les armes. Le drapeau, sorti d'un coffret, apparut entre les mains qui se le passaient comme une relique. A midi moins une, le « frère tunisien » était invité à partager, avec un membre du groupe, l'honneur de hisser le drapeau.

Plus fort que moi

Ce premier contact avec le peuple algérien chez lui, je ne l'oublierai jamais : c'était simple, émouvant, cela baignait dans une fraternité qu'on ne trouve, aussi intense, qu'en pays d'Islam. Aucune autorité n'avait réglé cette scène, les acteurs agissaient cependant sous l'effet d'une force interne qui les dépassait. Aucun ordre, aucune compensation n'aurait pu amener l'un de ces hommes à ne pas participer à cette minute de plénitude :

« Je ne peux pas partir, c'est plus fort que moi », répétait fermement un chauffeur d'Air France au chef d'escalier — musulman — qui le suppliait d'aller en ville chercher un passager. Pendant une semaine, j'allais parcourir l'Algérie, de Constantine à Oran m'arrêtant à Alger comme dans chaque village. Je ne verrais pas un seul responsable politique, seulement, au hasard des rencontres, l'homme de la rue. Je ne dormirais pas souvent à l'hôtel, ni ne mangerais au restaurant, mais chez des gens de toutes conditions pour qui j'étais « un frère tunisien » anonyme, donc, tout naturellement, l'invité de chaque Algérien.

Il n'est pas question d'ajouter une

l'événement



Il y a 132 ans débarquait ici l'armée qui devait conquérir l'Algérie. Ici l'A.L.N. prend symboliquement possession du monument érigé en 1930 pour commémorer le centenaire de la conquête

nouvelle description de cette semaine de l'indépendance à toutes celles qui ont été publiées. Simplement, quelques observations.

Mystérieuse A.L.N.

Voici donc ce qui m'a frappé en Algérie et qui me semble important :

L'A.L.N. est bien la seule force organisée qui existe en Algérie. On ne l'a guère vue dans les villes, durant ces jours de liesse. Elle est restée mystérieuse et lointaine mais, omnipotente, elle réglaît tout; tandis que les patrouilles contrôlent la circulation sur les routes vingt quatre heures sur vingt quatre, la direction des wilayas, quand elle ne désignait pas directement, approuvait la nomination de tous ceux qui, commissaires de police ou préfets, ont pris la relève de l'administration française le 3 juillet.

L'armée française, en 1958, disposait sans doute d'autant de pouvoir, mais il n'était pas accepté. A l'A.L.N., qu'il respecte, en qui il a confiance, le peuple algérien, s'est donné complètement. Il pense que si elle lui demande quelque chose c'est que c'est dans son intérêt et il obéit sans, pour le moment, poser de question.

Plus ou moins anonymes, les dirigeants de l'A.L.N. sont donc des guides et des chefs qui se sont imposés. Il n'est pas exact de dire que le peuple les a choisis, qu'il discute leurs décisions ou dicte sa volonté.

II. L'armée française dont on nous disait qu'elle avait donné sa parole d'honneur de ne jamais abandonner les populations au FLN, qu'elle se rebellait contre son gouvernement, l'invité de chaque Algérien.

Il n'est pas question d'ajouter une



Plusieurs Algéries

L'indépendance c'est l'abolition de la conquête. Les Algériens se sont attaqués des 4 Juillet à tous monuments marquant l'époque coloniale... Dans la nuit, sur ordre du Général de Gaulle, toutes les statues furent enlevées par le Génie français.



LES FAUSSES COMPARAISONS

par Mohamed Masmoudi

Maintenant que Ben Bella est sur la terre algérienne, nous sommes persuadés que les chances d'unité deviennent réelles. Plus et mieux qu'ailleurs il sentira que les masses ont besoin de paix, de travail et d'organisation, et que l'unité de la Révolution en est la condition préalable.

Ben Bella n'est pas homme à se laisser griser par les clamures des foules oranaises. Il n'est pas allé à Oran, comme on se rend dans son fiel, pour mieux compter les «siens», rassembler ses forces et arrêter son «plan d'action». Il n'est pas au milieu des unités de l'ALN pour organiser la marche sur Alger. Pour n'avoir pas été l'homme des coups d'Etat, Ben Bella ne sera pas l'homme des coups de force, encore moins celui des coups de tête.

Depuis que les divergences sont devenues publiques au sein du G.P.R.A., on est amené, irrésistiblement à comparer les situations. En ce qui nous concerne, nous ne croyons pas au fameux dogme: «l'histoire se répète». La situation algérienne est propre à l'Algérie. A vouloir l'expliquer en se référant à d'autres situations créées dans d'autres pays on court le risque de la déformer.

Non! Ben Bella n'est pas Ben Youssef, pas plus que Ben Khedda n'est Bourguiba. Ben Bella ne sera pas Neguib, pas plus que Boumediene n'est Gamal Abdennasser.

Et l'ALN ne sera ni l'armée syrienne, ni celle des pays d'Amérique Latine. Chercher à répartir ses hommes par petits paquets en y collant les étiquettes abusives «unités loyalistes» et «unités dissidentes», c'est déjà installer la division entre ses rangs. L'ALN était et demeure une garantie d'ordre, de discipline et d'unité.

En administrant l'Oranais, comme elle fait, en veillant à la sécurité de tous avec cette sévérité et cette efficacité auxquelles les Européens eux-mêmes se plaignent à rendre hommage, les djoumouds ont prouvé qu'ils sont capables de faire face aux terribles tâches de l'heure et qu'ils peuvent dominer les pires situations.

En sauvegardant son unité propre, en mettant son prestige et son autorité au service de la nation et du gouvernement, l'ALN sauvera

M. M.

(suite de la page 6)

aspire consciemment ou inconsciemment, à un père, à un homme qui l'incarne et le représente...

Les militants du F.L.N. et de l'ALN ne manquent pas une occasion pour affirmer, avec force, que Messali a gâché l'Algérie du culte de la personnalité et que le peuple algérien balayera toute personne qui voudra prendre le pouvoir. Qu'ils prennent garde; ce qui est vrai pour quelques centaines de militants d'avant garde ne l'est pas ipso facto pour le peuple.

Un pays développé

IV. Les Européens ne se sont pas intégrés, ne s'intégreront pas et ne peuvent pas s'intégrer aux Algériens musulmans.

Quoi qu'en ait dit, de M. Chevallier à Jules Roy, on a pris ses désirs pour

la réalité. La réalité qui m'est apparue, aveuglante, est que les Européens sont enracinés, aiment le pays et la joie d'y vivre. A force de cotoyer les Musulmans, ils ont pris certaines de leurs habitudes, de leurs façons de penser et d'agir. Les Musulmans, de leur côté, ont subi l'influence européenne. Cela ne fait pas un amalgame, encore moins une intégration.

Bien qu'ils aient voté «oui», les Européens sentent profondément que la victoire des Algériens est leur défaite. Je les ai vus partout inquiets, morts, affaissés, nulle part je n'ai rencontré un Européen fier de «son» pays indépendant. Bref, à quelques exceptions près, les Européens d'Algérie ne sont rien de plus que les Français de Tunisie ou du Maroc, se comporteront de la même manière et quitteront l'Algérie dans la même proportion: 50%.

V. En revanche, parce que le général de Gaulle est au pouvoir, pour la première fois de son histoire coloniale

pour le moment, nous voulons voir dans le retour de Khider et de Ben Bella en Algérie le début d'un accord avec les autres membres du G.P.R.A. Nous faisons confiance à l'ALN et au peuple algérien pour faire le reste.

Il dépendra des hommes de l'ALN d'abord, des citoyens algériens et de nous tous que cet accord ne soit pas simplement un «compromis tactique» destiné à améliorer, pour les uns ou pour les autres, des «positions stratégiques». Il ne peut, il ne doit pas y avoir d'autre pensée, de tactique ou de stratégie entre frères.

Pas plus que les petites questions d'amour propre, d'orgueil et de «face» ne sauraient constituer d'obstacle à l'unité et au travail en commun.

Acroire certains analystes l'ALN s'identifierait au danger, alors que sa présence dans le bled comme dans les villes rassure partout, et que déjà elle est pour tous synonyme d'ordre, de sécurité et de travail.

Pour avoir arraché de haute lutte le droit à porter l'uniforme, l'armée du peuple ne peut pas être celle de l'arbitraire ni son uniforme celui de la peur. Pour avoir magnifiquement servi l'Algérie pendant la guerre, elle continuera de la servir en période de paix sans ce mépris, cette arrogance et cette suffisance que nous avons connues, en Algérie, chez certains autres militaires.

Parmi ceux qui gouvernent aujourd'hui l'Algérie, la plupart se sont illustrés dans le maquis. L'ALN ne se sent ni frustrée, ni honorée du simple fait qu'ils assument aujourd'hui des responsabilités harassantes dans le G.P.R.A. Au même titre que tant d'autres, ils sont en service commandé. Ils demeurent valables aussi longtemps qu'ils sauront travailler ensemble. L'ALN, par sa discipline, les y aidera en leur assurant les moyens et les conditions de le faire dans la sérénité. Et cela implique plus que l'unité: l'entente.

M. M.

L'autre point du débat et qui est lié au précédent, c'est le rôle de l'ALN dans la cité: le colonel Boumediane et les officiers qui l'entourent font toujours conque comme une armée du peuple, des militants en armes qui, le jour où les armes se taisent, deviennent les éducateurs, les reconstructeurs de l'Algérie, l'encadrement de son peuple, le «fer de lance de la révolution». Avant même le cessez-le-feu, c'est cette conception que Boumediane développa devant moi à son P.C. de Ghadiouma. Conception castriste de l'Armée de Libération et que la majorité du G.P.R.A. trouve impraticable.

Il est vrai que l'Algérie n'est pas Cuba, ne serait-ce que parce que le peuple entier a participé à la lutte aux côtés de l'ALN, et que, à côté de ces militants en armes et uniforme il y a des milliers d'autres militants civils, formés et aguerris au sein du P.P.A., puis du M.T.L.D. avant même 1954.

Le problème est donc, soit de fondre ces militants dans l'ALN, soit de «sortir» de l'ALN, ses hommes les mieux formés pour les joindre aux militants civils et constituer l'ossature du nouvel F.L.N.

Hors cela, qui suppose des idées claires sur l'Etat qu'on veut construire et le parti qu'on veut recréer, il n'y a que l'affrontement, dont ne veulent ni Boumediene, ni Ben Bella qui détiennent les moyens d'imposer leurs vues, ni le G.P.R.A. qui a ses propres atouts, ni le peuple algérien qui aspire à la cohésion et au travail.

Ils n'en veulent pas mais, en politique, il y a des engrenages qui mènent les hommes les plus lucides là où ils ne veulent pas aller.

B. B. Y.

SPECIAL

• Le groupe afro-asien et l'indépendance de l'Algérie

C'est sous la présidence du délégué malien, M. Mamodou Traore, que le groupe afro-asien s'est réuni mercredi dernier en séance solennelle, pour saluer l'accession de l'Algérie à son indépendance et rendre hommage à la lutte héroïque de son peuple.

Le représentant algérien Abdel Kader Chanderli a profité de cette réunion, à laquelle tous les ambassadeurs africains asiatiques et arabes de l'ONU avaient tenu à assister, pour leur faire un exposé sur les étapes qui ont mené à la proclamation de l'Algérie et à l'installation du G.P.R.A. à Alger. Il leur a notamment expliqué pourquoi, du point de vue juridique, c'est bien le G.P.R.A., et non pas l'Exécutif provisoire, qu'il convient de reconnaître comme l'autorité souveraine et légale du pays avec lequel d'ailleurs les relations diplomatiques de vraiment être établies. On sait que jusqu'à présent, certains des pays afro-asiens n'ont pas encore reconnu le G.P.R.A.

• Le Président Voltaire à New York

L'ambassadeur de Haute-Volta à l'ONU, M. Guirma, nous a déclaré que le Président Maurice Yaméogo a l'intention de faire une visite officielle à l'ONU lors de la prochaine session de l'Assemblée générale. On s'attend également à ce qu'il soit invité officiellement à rendre visite à Washington et rencontrer le Président Kennedy. Ce sera la première visite officielle du chef de l'Etat voltaïque aux USA.

Dix millions de drapeaux en Algérie, le jour de l'Indépendance. Un drapeau algérien pour chaque algérien. Mais aussi des drapeaux tunisiens et marocains. Au niveau du peuple le Maghreb est une espérance



Dalmas



• Le Maroc toujours au Conseil de Sécurité.

Le Maroc maintient sa candidature au siège qui sera laissé vacant par la R.A.U. au conseil de Sécurité de l'ONU de cette année. La course est particulièrement serrée: l'Iran, la Mauritanie, l'Ethiopie et l'Afghanistan, briguent le même siège. Mais c'est la candidature iranienne qui semble poser le plus grave obstacle à celle du Maroc. Cependant, l'ambassadeur marocain M. Benhima, reste confiant. Ses efforts ont été quelque peu contrecarrés par les nouvelles de l'invasion du territoire saharien algérien par les troupes marocaines.

• Un délégué camerounais et l'indépendance de l'Algérie.

Conversations dans les salons des délégations de l'ONU entre un diplomate camerounais et un journaliste:

— Comment expliquez-vous le fait que le Cameroun n'a pas encore reconnu l'indépendance de l'Algérie?

— C'est pour prouver que nous ne sommes pas les «satellites» de la France, elle qui l'a reconnue si rapidement! Après cela, vous ne pourrez plus dire que notre refus de soutenir la cause algérienne durant les deux dernières années avait un rapport avec la position de la France! Et peut-être, pour le prouver davantage, nous

ne reconnaîtrons jamais cette indépendance. Ce sera notre privilège.

Le représentant de M. Thidjo tourne aussi le dos et se dirige vers le bar. Satisfait de sa trouvaille.

• Un ambassadeur africain en difficulté.

Un ambassadeur africain, dont le pays est membre du groupe de Brazzaville, refuse depuis trois ans à New York de payer son loyer: 800 dollars par mois. Toutes les démarches entreprises par la Mission permanente africaine à la demande de son propriétaire, pour l'amener à payer sont restées vaines.

Jouissant de l'immunité diplomatique, que on ne peut rien faire contre lui, Ni procès, ni expulsion de force. On finira par s'adresser à son gouvernement.

• L'ONU et les centres d'information en Afrique

De nouveaux centres d'information de l'ONU vont être ouverts cette année en Afrique Occidentale et Orientale. Les crédits ont été déjà accordés par la dernière session de l'ONU. Il s'agit maintenant de choisir les éléments capables pour occuper les postes de directeur de ces centres. Parmi les capitales choisies pour ces centres, on mentionne Dakar, Niamey, Lomé, Dar El Salam, etc...

L'Oranais accueille Ben Bella treize ans après son départ, 10 jours après l'indépendance :

«Nous sommes contre le culte de la personnalité» a dit Ben Bella. «Il faut que la minorité s'incline devant la majorité...»



Marc Riboud-Magnum

Une Européenne dans une rue d'Oran
il y a quelques jours, alors qu'aux portières d'un autobus
flottent les drapeaux de l'indépendance. Partir ?
Rester ? « Allons, disent
beaucoup de pieds-noirs, faut pas s'affoler ».

ORAN

La fièvre

par Josette Ben Brahem

• La fièvre, oui. Mais aujourd'hui, ce n'est plus celle de la peur.

Un coup de feu a claqué quelque part. Coup de feu ou seulement bruit d'autre chose ? En deux secondes, la place de la Poste est devenue un désert. Car il suffit de peu de chose pour déclencher la peur et ici, à Oran, on vit encore dans la peur.

Tout est suspect. Des groupes se nouent sur des chuchotements passionnés. Les conversations de café, d'apparence anodines, sont lourdes de sous-entendus. Les visages se ferment et les passants s'épient d'un œil inquiet.

Et comment ne pas avoir peur ? Il y a encore deux semaines, ici-même, les « jeunes de l'OAS » — comme on dit à Oran — « chassaient l'arabe » au hasard des trottoirs.

« Puisque tout est fichu, autant mourir en beauté. Tout faire sauter, tout faire claquer. Un dernier whisky, une dernière rafale dans le tas... »

Maintenant, après les incidents du 5 juillet, la peur a changé de camp. L'épicier qui ferme ses volets de bois m'agrippe brusquement le bras :

« Madame, je vous en prie, restez auprès de moi. Regardez, un indigène qui arrive. J'ai peur. »

On devient fou

« Demain, Madame, ajoute l'épicier, demain je vais à l'Armée pour qu'ils me fassent partir. Ils nous terrorisent, ils vont tous nous tuer. On devient fous, ici. »

Oui, une ville folle, où d'invisibles rumeurs circulent :

« Vous avez vu les soldats de Ben Bella ? Ils ont des couteaux longs comme ça. » « Ramassez bien les enfants, on les enlève maintenant. » Les petits de l'OAS vont se venger du 5 juillet. Tout va sauter, soyez prêts, c'est pour dimanche... »

On passe de l'espoir à la panique. Le 1er juillet, la Saint Barthélémy tant redoutée ne s'était pas produite. On respirait, oui, c'était passé !

Et puis, 4 jours plus tard, les manifestations tournaient au drame. Provocation OAS ? On ne veut rien savoir, on ne veut rien expliquer.

« Qui tire ? Ça m'est égal, dit un instituteur. Ce que je sais, c'est qu'on a poussé la porte du restaurant où je déjeunais, qu'on a mitraillé les

clients et moi avec. Pourtant, j'en ai vu d'autres. 25 ans dans le bled... J'ai même travaillé en pleine guerre, seul Européen dans un village de l'Oranie, pratiquement prisonnier de l'ALN. Mais jamais je ne me suis senti aussi en danger que maintenant. Au soir du 1er juillet j'ai cru qu'on ne rentrait plus jamais les fusillades. Et puis c'est arrivé... alors, je préfère m'en aller, quitte à revenir plus tard... »

Rien pour les Arabes

Les hommes, devant l'anisette, hochent la tête. Dialogue de sourds.

Nous avons bien tourné la page

Cependant, dans la ville nouvelle, les responsables FLN assurent « qu'il faut empêcher les Européens de partir ». On a besoin d'eux. Oran ne peut se permettre de perdre la moitié de ses 400.000 habitants.

Le nouveau préfet musulman, Souiah Lahouari, a lancé une offensive. Il a réuni en un grand meeting tous les fonctionnaires, musulmans et européens. Dans la cour du Lycée, aux fenêtres, sous les préaux, des centaines d'hommes : pas un Européen.

« Ils ont eu peur, ils ont tort, me dit Souiah Lahouari. Les éléments incontrôlés qui ont provoqué les incidents du 5 juillet seront tous arrêtés, desarmés, et condamnés. Oui, il y a eu une période de flottement, deux jours exactement. Mais désormais, nous sommes garants de l'ordre. »

« Dès la semaine prochaine, nous allons rouvrir les marchés, reprendre tous les services municipaux, nettoyer, organiser des distributions de farine, ravitailler. Nous travaillerons sans relâche, et vite. Car je sais que pour réussir cette opération « confiance », nous ne disposons que de quelques jours, au maximum une semaine. Mais dans deux semaines, Oran aura repris son visage habituel. Après tout, nous avons bien oublié, nous avons bien décidé de tourner la page... »

Ceux qui essaient d'enrayer cette psychose collective de départ se heurtent à un aveuglement obstiné. Au café du « Bon coin », la patronne tient conférence derrière son comptoir :

— « Allons, faut pas s'affoler. Moi je suis sûre que les Musulmans qui me connaissent, ils ne me toucheront pas. Dans une manifestation, je ne dis pas. Il y a la foule, l'événement, personne ne connaît plus personne. Mais maintenant c'est passé. Suffit de rester chez soi quand ils manifestent. »

Tourner la page... Est-ce possible ? Dans une épicerie de la ville nouvelle

trois jeunes garçons répondent :

« Oui, c'est possible. »

On leur a expliqué, dans les secteurs, qu'il n'était pas question de règlements de compte individuels et même qu'ils devaient « se laver de la guerre » comme dit ce garçon mécanicien. Ils essaient, en toute bonne foi. Mais la conversation vite déviée.

« Ici, vous voyez, ils ont tiré au mortier, les gars de l'OAS. Mon frère il était dans la maison. Il est mort. »

Sans commentaire. Peut-on oublier la mort de son frère ?

A Lamur, c'est un ex-condamné à mort qui est chargé de renouer les contacts individuels avec ses anciens collègues européens. Beaucoup ont été OAS, il le sait.

« Mais quoi... l'intérêt du pays d'abord. Ce que je sens, cela passe après. Et d'ailleurs je crois bien, en toute sincérité, que je n'ai plus de haine en moi. J'en ai trop vu. »

Voilà Oran.

Maintenant, l'ordre y règne. Un ordre tout militaire, efficace, rigoureux, que maintiennent l'ALN. Musulmans et européens, l'ALN ne fait pas de différence. Elle cherche les voitures volées, et les armes. La ville nouvelle est « quadrillée » : à chaque carrefour, une sentinelle, mitrailleuse au poing. Cordons de barrages qui filtrent voitures et piétons. Mitrailleuses en batterie aux points stratégiques.

L'appareil est en place, il fonctionne bien.

Que deviendra Oran ? La fièvre y couve encore. Une autre fièvre qui, sourdement, traverse la ville nouvelle : l'ALN, est là, Ben Bella est là. Son nom partout couvre les murs, sa photo est collée aux vitrines. Là aussi, on discute passionnément. De révolution sociale, de réforme agraire, des dissensions des dirigeants et de l'avenir du pays.

Les militants des prisons et ceux des maquis, l'homme de la rue et les responsables, tous veulent s'expliquer, savoir, comprendre. Et décider :

« Nous savons ce que nous voulons, pour quoi nous avons lutté. Nous l'obtiendrons. Mais nous avons aussi trop souffert, ensemble. Avant tout, il faut rester frères, et réussir notre révolution. »

Oran a encore la fièvre. Mais ce n'est plus celle de la peur.

J. B. B.

ALGER

Des policiers pas comme il faut

• Dans une caserne ATO (1) d'Alger, un de nos envoyés spéciaux a assisté la semaine dernière à un curieux interrogatoire.

Sur l'étiquette de la boîte en carton, on peut lire : « Laine à tricoter, destinataire : Madame Suzanne, envoi contre remboursement ».

Curieuse laine. La boîte est remplie de petits paquets bruns et longs : 30 kilos de plastique. À côté, deux grosses boules de fer noir, hérisseuses de crochets : deux mines. Chacune d'elles pourrait faire sauter un immeuble de plusieurs étages. A côté encore, une caisse de grenades. Plus quelques pistolets, une mitrailleuse négligemment posée par terre, quelques briques...

« Nous avons ramassé tout cela hier, à Bab El Oued », me dit Si Omar, le Chef des ATO. Car c'est une des tâches innombrables des ATO que de découvrir et de ramasser les armes.

Et les armes, les munitions, ce n'est pas ce qui manque à Alger. On en trouve dans les appartements abandonnés, dans des « cases », dans des doubles murs qui recèlent de véritables arsenaux. On en trouve aussi dans les

poubelles, au petit matin, et des centaines de grenades ont été abandonnées sur les plages. Il arrive qu'on ramasse aussi, avec les armes, leurs propriétaires.

maigre survête. Il se défend en phrasé bâchée, il agite des mains voulées :

« J'étais Algérie française, ça oui, comme tout le monde, monsieur le Commissaire. On faisait le concert des casseroles mais c'était de la rigolade. Pour les grenades, j'vous jure, j'en savais rien. Pensez, quel intérêt j'aurais, moi maintenant... »

Aujourd'hui, ils sont trois à attendre l'interrogatoire. Le premier est un boucheur de Bab El Oued. Les grenades étaient dans sa cave. Mais lui ne sait rien. Il n'a rien vu, jamais. Cette caisse, elle était comme ça, il l'a poussée sous des paquets mais sans jamais l'ouvrir et naturellement il l'ignorait ce qu'elle contenait.

Il transpire la peur. Son corps sec et

graissé malsaine, blafarde. De longs cheveux noirs tombent sur ses joues molles et la peur lui colle des mèches au front.

Pourquoi un pistolet ? Pour qui, la balle dans le canon ? Et les grenades défensives ? Il se borne à répéter : « Je rentrai chez moi. Je les ramenaïs chez moi... »

Son copain, lui, conduisait le scooter, ignorait bien sûr que son passager était armé.

Pas des paras

« Et voilà, que pouvons-nous faire ? Nous savons qui ils sont. Nous savons qu'ils ont participé à des attentats. Le boucher a été reconnu : il conduisait le lynché d'un latier musulman, le mois dernier. Mais nous avons des ordres : ils ne seront pas « interrogés », personne ne les a touchés... Ils ne diront peut-être rien, tant pis. Nous ne sommes pas des paras... »

Justement, les ATO ne sont pas des paras. Leur travail à eux, c'est de faire régner l'ordre, d'assurer la sécurité. Ils l'ont fait d'abord contre l'OAS, aux moments les plus durs et dans les conditions les plus difficiles. Il a fallu lutter contre les entraves et les mauvaises volontés. Ils manquaient d'armes : on leur avait attribué un P.M. pour 3, puis un P.M. pour 10. Le 15 juin, ils n'avaient plus une seule cartouche. On leur refusa un camion, une voiture, une moto même. On leur interdisait d'établir des barrages. On leur rappelait sans cesse qu'ils étaient « temporairement et occasionnellement, ils ne voulaient pas servir de cibles à l'OAS, ils voulaient juguler les attaques.

Alors, ils ont pris des initiatives : un premier barrage a été établi, sur la Place du Gouvernement. Le premier accrochage sérieux, sur le port, a duré plus d'une heure. Après cela, l'OAS les a mis à prix : on offrait 270.000 francs pour chaque ATO abattu. C'était pour rien. Peu à peu, ils se sont vite révélés être la seule force efficace, dans la lutte contre l'OAS : Bab El Oued avait peur des ATO. Aujourd'hui, ils assurent une transition difficile. C'est chez eux qu'on vient réclamer les voitures volées.

Leur brigade volante en a déjà retrouvé 350 environ et rendu 200, mais il reste beaucoup à faire pour récupérer tous les véhicules utilisés pendant les manifestations et abandonnés ensuite au hasard des rues. Ils cherchent les armes, ils règlent la circulation, ils sont responsables de l'ordre. Ce n'est plus le combat de maquis, ni la gloire de l'action d'éclat individuelle. C'est un travail quotidien, obscur, collectif, mais important.

Ces ATO dont on s'est plu à souligner le caractère « temporaire », qui sont-ils ? Comment vivent-ils ? D'eux, on ne sait pas grand-chose. Les 4.000 ATO, tous volontaires, ont été recrutés dans les milieux les plus divers. On trouve parmi eux des étudiants, des ouvriers, des chômeurs. Ceux qui viennent de Kabylie, de France et du Maroc, vivent le plus souvent dans des écoles ou des bâtiments publics. Les autres continuent à habiter chez eux, et viennent chaque jour prendre leur service. Jusqu'à maintenant, aucun n'a encore été payé. Mais on leur promet un traitement de 38.000 francs par mois — le même traitement pour tous, sans distinction de grade — pour plus tard.

Plus tard, on reorganisera sans doute, par tranches, avec des stages techniques et une formation accélérée. Ces étranges milices spontanées. Il faut reconstruire, pour assurer la sécurité d'Alger, une police de 5.000 hommes environ. Mais beaucoup d'ATO retourneront à leurs occupations, comme ce représentant de commerce qui la semaine dernière reprenait son métier et sa vie d'avant, simplement, sans faire d'éclat.

« Maintenant, dit-il, je crois qu'on n'a plus besoin de moi. Alors, je vais chercher de nouveau du travail... »

MONCEUF GMAR



Marc Riboud-Magnum

Un ATO, dans une rue à Alger, il y a beaucoup d'uniformes actuellement en Algérie. ATO, ALN, Armée française, Force locale, on n'arrive pas à s'y reconnaître. Les ATO font peut-être le travail le plus ingrat. C'est la milice de la bonne volonté.

maigre survête. Il se défend en phrasé bâchée, il agite des mains voulées :

« J'étais Algérie française, ça oui, comme tout le monde, monsieur le Commissaire. On faisait le concert des casseroles mais c'était de la rigolade. Pour les grenades, j'vous jure, j'en savais rien. Pensez, quel intérêt j'aurais, moi maintenant... »

Aujourd'hui, ils sont trois à attendre l'interrogatoire. Le premier est un boucheur de Bab El Oued. Les grenades étaient dans sa cave. Mais lui ne sait rien. Il n'a rien vu, jamais. Cette caisse, elle était comme ça, il l'a poussée sous des paquets mais sans jamais l'ouvrir et naturellement il l'ignorait ce qu'elle contenait.

Il transpire la peur. Son corps sec et

OPINIONS

L'objectif du F.L.N., par Marcel Péju

• L'Indépendance de l'Algérie doit donner un nouveau départ à la voie africaine du socialisme.

« L'organisation constitue l'arme absolue », proclame un tract récent de la Zone Autonome d'Alger.

Cette fière déclaration résonne aussi comme un avertissement. Forçée dans la lutte de libération, l'arme du FLN apparaît plus que jamais, au jour de la victoire, comme la première garantie d'un avenir révolutionnaire. Car s'il est vrai que le peuple algérien ne s'est pas seulement battu pour un drapeau et des ambassades, s'il est vrai que le colonialisme doit être liquidé jusque dans les formes les plus sournoises de son pouvoir économique, un seul problème se pose, à une heure qui est précisément celle du drapeau, des ambassades et de la coopération : comment passer à la seconde étape ?

Et la réponse tient en un mot : le parti. De la façon dont le FLN, au cours des prochaines semaines, saura se reconstruire en parti de masse capable d'incarner la volonté populaire, de la relayer au besoin sans pourtant se substituer à elle, mais en lui donnant sa véritable forme, dépend le sort de la révolution.

Il y a des moments dans l'histoire où la politique se fait technique. Le 1er novembre 1954 en fut un. En se plaçant en dehors de tous les partis existants, en choisissant le pire moment de crise du mouvement national, pour décliner le passage à l'action armée et n'exiger rien de moins que l'indépendance complète et sans étapes, la poignée de fondateurs du FLN semblaient commettre une folie. Ils avaient eu le génie de comprendre que le plus mauvais moment, parce qu'il était le plus mauvais, devenait le plus favorable, que l'heure était venue de prouver la révolution dans la faisant et que l'essentiel était de tirer le premier coup de feu, tout le reste viendrait ensuite.

Et rien n'eut suivi, évidemment, s'ils n'avaient répondu à l'exigence de tout un peuple ; mais il n'y eut pas d'autre « politique », durant quelques mois, que de rassembler le maximum de révoltes, de vieux fusils, de bombes africaines, d'amorcer des réseaux, de chercher des filières, de mettre en commun les quelques milliers de francs qu'on possédait encore... et de partir. Il en est sorti une organisation révolutionnaire probablement sans autre exemple que l'appareil communiste. Il en est sorti la victoire.

L'arme de la conquête : le parti

Le 1er juillet 1962, en un sens différent, est un autre moment de cet ordre. L'indépendance est acquise, mais le pays est ruiné, désorganisé. Le problème n'est pas, comme on a effectué parfois de le croire, de muer des « rebelles » en hommes d'Etat, mais de transformer un appareil de combat contre

SPÉCIAL

CESAR ET SA FORTUNE

• Comment le dernier carré des chefs de l'OAS a-t-il quitté l'Algérie ? Vers quelle destination ?

Le général Gardy et les chefs de l'OAS qui, après le retour de Sussini à Alger, se sont groupés à Oran ont négocié pour avoir la vie sauve. Les Algériens qui avaient d'abord exigé qu'ils rendent leurs armes ont fini par accepter le moins vivant : l'asile.

Pas d'amnistie, pas de reddition à condition que les chefs de l'OAS



Cours d'éducation politique à Alger, dans la Kasbah : « L'organisation est l'arme absolue... elle devra donner à la coopération son vrai sens révolutionnaire. »

ECONOMIE

De grandes possibilités

• Comment se présente, l'économie algérienne à l'heure de l'indépendance.

BEAUCOUP de points noirs, mais aussi beaucoup d'éclaircies, beaucoup de promesses. De 1955 à 59, l'économie algérienne a fait de grands progrès, notamment aux fortbes dépenses françaises. L'année 1960 a consolidé certains aspects de cette évolution. Les années 61 et 62, au contraire, ont marqué le recul dans presque tous les domaines. Des causes naturelles autant que les événements politiques y ont leur part.

Reste que pendant une période incertaine ou toutes les tentations de l'inertie, de la facilité, du confort, jouent en faveur de situations équivoques ; il appartiendra à l'Organisation, à l'Organisation seule, de donner à la coopération, au prix d'un dialogue permanent entre la direction et les masses, son vrai sens révolutionnaire.

Le problème n'est pas nouveau : toutes les révoltes l'ont connu. L'Algérie l'aborde à son tour avec un atout considérable : la maturité politique de son peuple. Mais avec un handicap,

aussi, dont les événements des dernières semaines ont montré l'importance : les possibilités de chantage, de pression, de sabotage direct ou indirect dont dispose toujours la minorité européenne.

Quel que soit l'intérêt immédiat d'opérations spectaculaires, il ne faut pas oublier l'essentiel. L'objectif du FLN n'est pas, ne peut pas être une émouvante réconciliation qui mettrait fin à l'one ne sait quels affreux malentendus ; c'est la restructuration d'une société fausse jusqu'à la racine par le rapport colonial. Aucune embrassade n'y changera rien et il n'est pas de miracle : la conquête de la dignité des uns passe par la fin des priviléges des autres.

Le problème n'est pas nouveau : toutes les révoltes l'ont connu. L'Algérie l'aborde à son tour avec un atout considérable : la maturité politique de son peuple. Mais avec un handicap,

En 1961, la sécheresse a régné. Elle a affecté les céréales et le cheptel ovin, alors que les agrumes et les vignobles, concentrés dans les régions cotières, ont peu souffert. Le tabac a été gravement touché par le mildiou ; la presque totalité de la récolte a été perdue, et l'on craint que celle de l'année en cours ne soit assez faible.

Toujours en 1961, le cheptel ovin a été fortement décimé, 25% environ des bêtes ont péri faute de nourriture. Bon nombre d'entre elles furent abattues par la suite. D'exportatrice de moutons, l'Algérie est devenue importatrice en 1961. Les pertes du cheptel bovin sont beaucoup plus difficiles



Marc Riboud-Magnum

été interrompue pendant plusieurs semaines à la suite de la crise de Bizerce.

• Industries extractives

La diminution de l'extraction du minerai de fer est due à des difficultés d'écoulement à l'étranger. Les mines de l'Ouargla notamment, ont vu baisser leur production de 16,8% et leurs exportations de 23,4%. Quant aux phosphates, l'épuisement du gisement de Kouf est très avancé, sans que les travaux entrepris au Djebel Orik, l'un des plus grands gisements du monde, le soient suffisamment pour permettre un démarrage d'exploitation à l'échelle industrielle.

Plusieurs entreprises, créées dans le cadre du Plan de Constantine, sont entrées en activité en 1961. Un certain nombre d'entre elles cependant sont rencontrées des difficultés dans l'écoulement de leur production notamment les articles bruts ou semi-finis, car les industries de transformation, qui devraient prendre en charge ces produits n'existent pas encore.

(Des projets tendant à favoriser par tous les moyens l'installation de ces industries complémentaires, soit à l'étrange.)

La crise de confiance et le marasme des affaires ont eu également des effets défavorables sur la production industrielle. Le secteur du bâtiment en a été le plus affecté, lui qui était auparavant le principal bénéficiaire de la sur-expansion des années 1955-1959.

Certaines entreprises ont pu maintenir un rendement normal grâce à d'importantes commandes publiques telles que la réalisation de la cité administrative à Rocher Noir, mais la plus grande partie de l'industrie du bâtiment n'a travaillé qu'à 50% de sa capacité réelle. La production de ciment s'est stabilisée à un million 71.000 tonnes en 1960 à 1 million 62.000 l'année dernière, mais les importations de ciment en provenance de la France ont baissé de 50%.

A Bougie, la première grande usine de bonneterie et de sous-vêtements a été mise en service dans le courant du 2ème trimestre 1961. Il est encore trop tôt pour apprécier ses résultats d'autant plus qu'elle écoule sa production à un moment particulièrement difficile.

• Industrialisation et Plan de Constantine

Le Plan de Constantine a pris forme en 1961. Il suffit pour s'en rendre compte de comparer le nombre d'autorisations délivrées en 1960 (224) et en 1961 (58) pour la création ou l'extension d'industries. D'autre part, les retraits et les demandes de modifications d'autorisations ont été nettement plus nombreux.

Par contre, les deux grands projets concernant les complexes industriels de Bône-Duzerville et Arzew sont en bonne voie de réalisation. À Duzerville, les travaux de terrassements de la future usine sidérurgique sont déjà très avancés. On pourra commencer bientôt la mise en place des installations, si bien que la première coulée de fonte pourra effectivement sortir du haut-fourneau en 1963.

Les plans de l'usine ont été fortement modifiés. On a renoncé à l'utilisation de procédés révolutionnaires. Dans un premier temps, un haut-fourneau de dimension moyenne sera édifié, doté d'une soufflerie fonctionnant au gaz afin de diminuer la consommation de coke, ce carburant devant être importé en France. L'usine utilisera le minerai de fer de l'Ouargla et produira d'abord des barres et des lingots de fonte qui ne pourront être écoulés en Algérie et devront être exportés dans leur totalité. Dans une seconde éta-

pe, une aciérie permettra de transformer la fonte sur place. Un filial sera prévu dans le cadre d'une troisième étape.

Quant au projet d'Arzew, il a des chances accrues de se réaliser à la suite de l'accord intervenu avec le « British Gas Council » qui prévoit la fourniture annuelle d'un milliard de mètres cubes de méthane pendant quinze ans. Une nouvelle société, la « Compagnie Algérienne du Méthane Liquide » (CAMEL) a été constituée, avec un capital de 10 millions de nouveaux francs. Elle édifiera en deux ans, à Arzew, une usine de séparation et de liquéfaction du méthane dont le coût est estimé à 200 millions de nouveaux francs.

Le méthane liquide sera évacué par deux navires spéciaux. La France s'est engagée à absorber, pour sa part, 350 millions de mètres cubes de méthane par an.

Au total, donc, pas mal de sujets d'inquiétude comme nous le disions au

début de ce bref bilan, mais les éléments favorables ne manquent pas.

En matière agricole, en particulier, une surface record est emblayée dans les régions céréalières et la croissance est déjà fort avancée. On prévoit que les récoltes d'agrumes et d'olives seront supérieures à celles de l'année dernière. D'autre part, l'aide économique prévue par les accords d'Evian, permet à l'Algérie de compter sur un apport du même ordre que ceux de 1960 (4 milliards de NF) et de 1961 (3,8 milliards de NF). Compte tenu du fait que les conditions de guerre existant en 1960 et 1961 n'ont pas toujours permis un usage rationnel des fonds disponibles, cet apport est certes considérable. En outre, la fin des hostilités et la création d'un Etat Algérien indépendant lié à la France par des accords garantissant indirectement aux étrangers un traitement favorable, serait sans doute de nature à attirer des investissements en provenance d'autres pays européens.

A.G.



L'Algérie indépendante devra développer son industrialisation. Jusqu'à présent, les Musulmans — comme cet ouvrier d'une corderie d'Alger — étaient le plus souvent manœuvres à vie. Demain enfin, ils pourront accéder à des postes de responsabilité.